



Renvoi des étrangers criminels

Une mobilisation record terrasse l'initiative de l'UDC

La gauche, la droite hors UDC et une myriade d'associations ou d'anonymes jubilent. Ils ont infligé une sévère défaite au parti de Christoph Blocher. Le prochain grand combat se fera sur l'asile en juin

Arthur Grosjean Berne

L'essentiel

● **Rejet** L'initiative de l'UDC dite «de mise en œuvre» est rejetée par 58,9% des votants.

● **Soulagement** Dans le large camp des opposants, on salue la sagesse du peuple suisse.

● **Combat** L'UDC se concentre déjà sur sa prochaine lutte, la révision de la loi sur l'asile.

«**I**ly a des claques qui font tellement plaisir.» En une phrase, le président du PDC, Christophe Darbellay, a résumé le sentiment dominant hier à propos du rejet très sec de l'initiative UDC sur le renvoi des étrangers criminels. Le non se dessinait selon les derniers sondages, mais personne n'aurait parié à Berne sur un refus aussi massif (58,9%). Il n'y a pas eu de suspense. Dès les premiers résultats connus, la déroute de l'UDC était consommée. Ce qui a provoqué une avalanche de réactions sur les réseaux sociaux. D'abord ceux qui poussent des ouf de soulagement, puis ceux qui règlent leurs comptes avec le parti honni et enfin ceux, les plus nombreux, qui manient l'humour en détournant à qui mieux mieux la célèbre affiche des moutons. «Aujourd'hui, en Suisse, on est heureusement bien loin du *Silence des agneaux*» rigole Jean Christophe Schwaab. Le conseiller national (PS/VD) se garde bien cependant de transformer Christoph Blocher en Hannibal Lecter.

Au-delà du résultat, ce qui frappe dans cette votation, c'est le taux record de participation: 63,1%. On n'atteint pas, certes, les hauteurs du vote sur l'EEE, en 1992, avec ses 78,7%, ni celles sur la suppres-

sion de l'armée (69,2%). Mais c'est nettement plus que d'habitude. Cette forte mobilisation s'explique par l'irruption de la société civile dans le débat. Aux côtés des partis, des juges et des syndicats sont venus se greffer une myriade d'associations, des Eglises, des artistes et des anonymes. «Des milliers et des milliers de personnes se sont engagées pour le non ces dernières semaines. Des gens normaux comme vous et moi», commente Mark Balsiger, politologue et conseiller en entreprise. On ajoutera que les médias ont également donné un coup de pouce au non. Selon le monitoring des votations réalisé par l'Université de Zurich, la tonalité des articles dans la presse pendant la campagne était très largement négative à l'égard de l'initiative. Et particulièrement en Suisse romande.

2010 à l'envers

Quand on regarde la carte des résultats des cantons suisses, on voit un renversement complet de tendance par rapport à la première initiative de renvoi, en 2010. A l'époque, 52,8% des citoyens avaient dit oui et seuls six cantons avaient refusé l'initiative. Hier, le non à l'initiative approche les 60% et seuls quelques cantons disent oui, dont le Tessin et plusieurs cantons de la Suisse primitive. A l'inverse, Vaud se révèle le champion du non avec 66,6%, suivi un peu plus loin par Genève (64,5%). Un rejet plus net qu'en 2010.

A l'UDC, c'est bien sûr la soupe à la grimace. «C'est une grosse déception pour le parti, reconnaît la conseillère nationale Céline Amaudruz (GE). Mais nous étions seuls face à tous et nos opposants ont brandi des cas bagatelles grotesques menant à l'expulsion, comme le vol d'une pomme.» Le président du parti, Toni Brunner, demande maintenant que le contre-projet du parlement soit appliqué

«Nous étions seuls face à tous et nos

opposants ont brandi des cas bagatelles grotesques menant à l'expulsion, comme le vol d'une pomme»

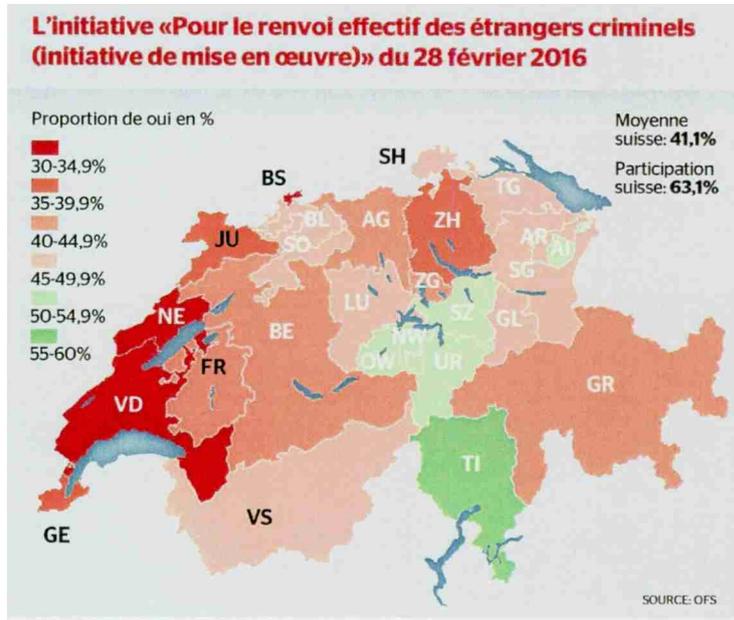
Céline Amaudruz

Conseillère nationale UDC (GE)

avec sévérité. «Il faut qu'il y ait au minimum 4000 expulsions d'étrangers criminels par année.»

A gauche, c'est Noël avant l'heure. Pour le conseiller aux Etats Hans Stöckli (PS/BE), un des fers de lance du non, il s'agit d'une votation historique. «L'UDC perd sur les étrangers, son thème de prédilection.» Christian Levrat, président du PS, ne cache pas sa joie. «La société civile s'est mobilisée pour défendre clairement l'Etat de droit, la protection des minorités et l'humanité face à la xénophobie et aux tendances totalitaires de l'UDC.» Le rejet de l'initiative représente aussi une épine de moins dans le pied du Conseil fédéral dans ses relations tendues avec l'Union européenne. En Allemagne, le ministre de la Justice, Heiko Maas, adresse même ses félicitations appuyées à notre pays: «Les Suisses montrent de façon impressionnante qu'il y a bien une différence entre des propos du Café du Commerce et l'opinion du peuple.» Philipp Müller, président du PLR, demande désormais que la loi sur l'expulsion des étrangers criminels, concoctée avec une clause de rigueur par le parlement, entre en vigueur le plus vite possible. Le Conseil fédéral en décidera ce vendredi.

Retrouvez notre dossier sur l'initiative UDC sur www.udc.tdg.ch



Sommaruga manie à la fois la trique et le gant de velours

● Simonetta Sommaruga, la cheffe du Département de justice et police, était détendue, hier, en entrant dans la salle de presse. Elle rigole avec sa collègue Doris Leuthard, qui l'a emporté sur le Gothard, avant de régler indirectement quelques comptes avec l'UDC. «Le peuple a décidé. Il a rejeté l'initiative de mise en œuvre par 58,9% des voix», démarre-t-elle. Elle va marteler cette même phrase... dans les trois langues officielles. Le message est clair: l'UDC doit arrêter de dire qu'il incarne la volonté populaire. Après avoir manié la trique, elle enfile son gant de velours pour tendre la main aux sympathisants UDC. Résumé.

Les trois principaux enseignements

«Cette votation était très importante pour trois raisons: un, c'est une profession de foi en faveur des seconds et des secondos; deux, les citoyens ont défendu une attaque contre l'Etat de droit; trois, ils ont aussi manifesté leur attachement à la séparation des pouvoirs. C'est un grand signe de maturité.»

Une démocratie qui vit

«Nous avons assisté à une démocratie qui vit. Il y a quelques mois, personne n'aurait

parié sur un rejet de l'initiative. Or la société civile s'est levée. Des jeunes se sont politisés. Il y a eu des appels, des pétitions, des manifestes et une communication tous azimuts via les réseaux classiques ou sociaux. Et ce sur des thèmes comme l'Etat de droit, qui ne passent pas pour très sexy. Cette démocratie qui vit est fascinante.»

La haine et la main tendue

«On peut se réjouir d'une démocratie vivace. Il faut cependant constater qu'il y a eu aussi de la haine pendant cette campagne. Il existe un fossé entre villes et campagnes, entre ceux qui sont ouverts au monde extérieur et ceux qui sont sceptiques ou opposés à cette ouverture. J'ai deux messages aux citoyens majoritaires du jour: continuez de vous engager fortement et construisez des ponts avec ceux qui ont voté pour l'initiative.»

Une loi plus dure pour les criminels

«Suite à la première initiative de l'UDC, le parlement a adopté une loi plus dure envers les étrangers criminels. Elle prévoit des expulsions, mais aussi une clause de rigueur exceptionnelle. La loi entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 2017.»
Ar.G.



Liesse
La joie règne dans le camp des opposants à l'initiative à l'heure de la proclamation des résultats du scrutin.
KEYSTONE/LUKAS LEHMANN

A l'UDC, on pense déjà à la suite

Lucie Monnat Einsiedeln (SZ)
Réunis à Einsiedeln, les responsables de l'UDC ne se sont guère fait d'illusions sur l'issue du vote. Pas question de tenir un discours défaitiste pour autant

Le couvent du fief conservateur d'Einsiedeln (SZ) est connu pour sa statue de la Vierge noire et l'ermite qu'il accueillit jadis entre ses murs. Les esprits lyriques pourront aisément associer quelques symboles au lieu de la réunion de l'UDC consacrée aux votations de ce dimanche.

Sur le chemin menant au lieu de ren-

dez-vous, à l'Hôtel Drei Könige, Thomas Gemperle, responsable de la communication de l'UDC Thurgovie, jette à peine un coup d'œil à la majestueuse bâtisse religieuse. «Je ne suis pas très optimiste, admet-il. Nous avons fait un sondage à l'interne... C'est plutôt mal parti.» Marchant à ses côtés, le futur président de l'UDC, Albert Rösti, livre ses pronostics: «Je penche pour 45% de oui.» Soit 1 point de moins que le dernier sondage SSR.

A l'intérieur, l'ambiance est à la résignation dès la fin de la matinée. La fierté reste. «Qui ne se bat pas a déjà perdu», lance en préambule, bien avant l'heure des résultats, le conseiller d'Etat schwytois Andreas Barraud. Les responsables du parti enchaînent les discours en effleurant le sujet de l'initiative de

mise en œuvre. Malgré la neige aux fenêtres, le mois de juin est bientôt là: il est déjà l'heure de s'atteler au référendum contre la loi sur l'asile, prochain cheval de bataille de l'UDC. «Les enjeux de la votation du 5 juin sont très importants, déclare le conseiller national Roger Köppl. Nous sommes le seul parti qui comprend ce que la tradition d'accueil de la Suisse signifie vraiment.» Et le journaliste zurichois de détailler ce qu'il considère comme les failles de la politique d'asile de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. L'initiative de mise en œuvre n'est donc pas le thème principal de la journée? «L'UDC est l'avant-garde intellectuelle de la Suisse, répond-il en souriant. Cela signifie qu'elle ne regarde pas en arrière et se concentre sur le futur.



Pour aujourd'hui, tout le monde a déjà voté. Les jeux sont faits.» Lorsqu'on lui demande s'il croit encore à un résultat positif, le patron de la Weltwoche ne peut cacher une petite moue. Il assure pourtant: «Je suis un intellectuel de l'optimisme. Je le suis toujours.»

Peu après l'heure du repas, l'annonce des premières estimations du résultat national - 59% de non - dessine des mines déçues autour des tables. «Ce n'est pas possible!» soupire une militante. Endimanché dans une chemise à edelweiss, Lucas Fatton, Neuchâtelois membre de la jeunesse UDC, procède déjà à l'analyse du vote: «Je pense que les Suisses n'ont pas aimé la manière, notamment le fait d'inscrire l'application d'une loi dans la Constitution. C'est le

parlement qui nous a contraints à aller aussi loin.» Le jeune homme voit dans cette journée une belle expression de nos institutions: «Il y avait des idées très à gauche, nous avons fait une proposition très à droite et le peuple a donné une réponse qui se situe au milieu. Bien que cela ne soit pas le résultat que j'espérais, la démocratie s'est exprimée et c'est une très belle chose.»

Les deux credo de la journée peuvent se résumer ainsi: tirer le positif et passer au chapitre suivant. Albert Rösti n'oublie cependant pas de procéder à une petite analyse non dénuée d'autocritique: «Le fait que le camp du non ait mobilisé des artistes, des acteurs et tous ceux qui savent chanter un peu a probablement joué un rôle. A mon avis, ce sont surtout les villes qui ont fait pencher la balance.

Mais nous aurions dû mieux nous battre pour démentir de faux arguments, comme le fait que notre texte concernait les crimes bagatelles et les secondos.»

L'UDC ne lâche pas complètement le morceau et rappelle que les opposants ont promis une application «extrêmement sévère» de l'article sur les renvois rédigé par le parlement. «Nous ne voyons pas ce résultat comme un désaveu de la première initiative, poursuit Albert Rösti. Le président du PLR, Philipp Müller, a répété qu'il veillerait à ce que la clause de rigueur ne soit pas appliquée dans les cas de crimes graves, comme les homicides ou les viols. Si tel est le cas, alors la loi d'application sera presque aussi bonne que le texte de l'initiative. Nous allons surveiller ce point de près.»



La résignation du conseiller national Roger Köppel, tête baissée. KEYSTONE

«Toute cause n'est pas perdue avant d'avoir livré bataille»

Signataire de l'«Appel urgent aux Suissesses et aux Suisses» contre l'initiative de l'UDC «Pour le renvoi effectif des étrangers criminels», Pascal Couchepin jubilait à mesure que les résultats tombaient, hier. «Quand l'UDC exagère, ils perdent. Cette fois ils reçoivent carrément une gifle», réagissait l'ancien conseiller fédéral.

Le résultat lui fait spécialement plaisir après la campagne de l'UDC toute dirigée contre les «élites»: «L'UDC se réclame du peuple, à tort. Ce parti n'est pas le peuple. Les votants ont fait confiance à ceux qui réfléchissent pour

des solutions viables à des problèmes complexes. Le bon sens l'a emporté sur les exagérations.» Cette victoire contre l'UDC en annonce-t-elle d'autres? Plusieurs sujets brûlants annoncent déjà de nouveaux affrontements sur le mode tous contre l'épouvantail UDC. Ce sera le cas le 5 juin avec la révision de la loi sur l'asile attaquée par un référendum de l'UDC. Puis viendra l'initiative de cette dernière qui veut faire primer le droit suisse sur le droit international. Et, en 2017, le sort des Bilatérales. L'arrimage de la Suisse au grand marché européen reste suspendu à un

scrutin aux contours encore flous. Ce vote s'annonce comme la mère des batailles pour l'UDC, plus hostile que jamais à toute intégration européenne de la Suisse.

Face à ces échéances, Pascal Couchepin reste prudent. Au moins tire-t-il une leçon positive du scrutin de ce dimanche: «Il est toujours possible de convaincre le peuple, à condition de travailler fort et d'expliquer sans fard les conséquences d'un oui ou d'un non.» Pour la votation de juin sur l'asile, les arguments contre l'UDC ne manqueront pas: «Notre loi sur l'asile fonctionne, il n'y a pas d'invasion de réfugiés, ni de chaos. Le parlement améliore encore la loi pour accélérer le traitement des demandes, ce qui fait

Tribune de Genève
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 41'213
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 2
Surface: 174'553 mm²



«L'UDC se réclame du peuple, mais à tort. Ce parti n'est pas le peuple, les Suisses lui ont infligé une gifle»

Pascal Couchepin

Ancien conseiller fédéral PLR sens. Il n'y a aucune raison de paniquer», analyse le Valaisan.

La socialiste vaudoise Cesla Amarelle, qui préside la Commission des institutions politiques du Conseil national, défendra la révision de la loi sur l'asile comme elle a été au front contre l'initiative de l'UDC sur les renvois. Emue par la maturité du peuple suisse, elle voit dans le vote d'hier un motif d'espoir: «C'est une marque de confiance au Conseil fédéral et au parlement pour traiter de questions délicates qui ne peuvent pas se laisser instrumentaliser par les populistes.» Elle se prépare à une campagne «dure, parfois sale» sur l'asile, avec deux risques: une démobilisation des forces d'ouverture sensibles à l'Etat de droit et la détérioration du



«En Suisse, on ne peut pas jeter aux orties des principes fondamentaux qui font tenir une société»

Blaise Matthey Directeur de la Fédération des entreprises romandes
contexte de l'asile en Europe, qui favoriserait un vote de repli.

Coprésident du Nouveau mouvement européen suisse (Nomes) et grand pourfendeur du populisme en Suisse, François Cherix met en garde contre un excès d'optimisme: «La belle mobilisation qui a eu raison de l'UDC ce dimanche ne sera pas facile à perpétuer. De son côté, l'UDC continuera à bombarder le système.» Dans un essai à paraître ces prochains jours aux Editions Slatkine (Qui sauvera la Suisse du populisme?), l'intellectuel traitera précisément de ce sujet. A court terme, note-t-il, la Suisse «s'offre un ballon d'oxygène». Mais à long terme, «elle est affaiblie par le syndrome de la roulette russe»: la démocratie directe offre trop d'occasions aux populistes de faire

trembler le pays, juge François Cherix. «C'est une marque de confiance au Conseil fédéral et au parlement pour traiter de questions délicates qui ne peuvent pas se laisser instrumentaliser par les populistes»



Cesla Amarelle
Conseillère nationale
(PS/VD)

Directeur de la Fédération des entreprises romandes, à Genève, Blaise Matthey est à l'origine de la tardive contre-campagne lancée pour faire échouer l'initiative de l'UDC. Réunir un front large de personnalités d'accord pour défendre des valeurs n'allait pas de soi, surtout que les grandes associations économiques ne se sentaient pas concernées. Savourant un résultat au-delà de ses espérances, le directeur patronal se réjouit: «En Suisse, on ne peut pas jeter aux orties des principes fondamentaux qui font tenir une société.» Est-il prêt à réitérer le coup sur d'autres enjeux? «Nous allons débriefer. Notre mobilisation pour une Suisse ouverte et pragmatique a fait la preuve de son utilité, cela n'allait pas de soi. Je tire déjà cette leçon: toute cause n'est pas perdue avant d'avoir livré bataille.» **François Modoux**